

Conakry, le 20 Mai 2024

Les participants à l'atelier de relecture de la Loi portant
Code Electoral à Kindia du 22 au 26 Avril 2024 signataires

A

Monsieur le Ministre de l'Administration du
Territoire et de la Décentralisation (MATD)



**MEMORANDUM RELATIF AU RAPPORT GENERAL DE L'ATELIER DE RELECTURE DE LA LOI PORTANT
CODE ELECTORAL KINDIA DU 22 AU 26 AVRIL 2024**

Monsieur le Ministre,

Durant la période du 22 au 26 avril 2024, un atelier organisé par le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD), a regroupé plusieurs acteurs sociopolitiques autour de la relecture de la loi portant code électoral 2017. Durant cinq (5) jours de travaux, les cadres issus des coalitions politiques, des partis politiques, des organisations de la société civile, de l'administration et des experts nationaux et internationaux ont travaillé conformément à la méthodologie adoptée de commun accord.

La méthodologie de travail adoptée de façon collégiale prévoyait une approche à trois (3) dimensions pour la description et l'adoption des résultats de l'atelier. Ces trois (3) dimensions de l'approche sont :

- Tous les points d'accord devraient être recensés dans un même ensemble appelé « Propositions Consensuelles » ;
- Tous les points de divergence dans un autre ensemble appelé « Propositions Non Consensuelles » ;
- Un dernier segment dénommé « Recommandations ».

Ensuite, il avait été retenu que le rapport général élaboré selon la description énoncée ci-dessus serait approuvé, signé des participants et partagé à Kindia avec toutes les parties prenantes à l'atelier.

Il faut cependant noter qu'à Kindia, notre exigence de signer ce rapport et de le partager sur place n'a pas été faite.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including 'AB', 'Sey', 'Bail', and a large signature on the right. A small number '1' is visible at the bottom right.

Les organisateurs de l'atelier ont fermement promis de partager le rapport à tous les participants dans les heures qui suivaient, une proposition acceptée par les participants sous réserve que le contenu demeure conforme au document approuvé.

Malgré les dispositions annoncées par les organisateurs de l'atelier pour partager le rapport dans les meilleurs délais, cela n'a été partiellement fait que le 03 mai 2024 par courriel.

Nous, participants audit atelier et en même temps signataires de ce présent memo, avons constaté avec regret un écart entre le document approuvé par acclamation à Kindia et celui qui nous est parvenu.

Cet écart ressort des observations entre autres :

II. Chapitre 1 : Ordonnancement juridique

Au II. 2 sur l'opportunité d'un nouveau cadre juridique,

- Page 7, le troisième point de recommandations (***Tenir compte des solutions déjà préconisées à l'issu du dialogue***) ne figurait pas à notre connaissance ;

III. Chapitre 2 : Dispositions communes

Au III. 1 : Organe de gestion des élections, solutions adoptées :

- Page 8 au point 1 deuxième phrase (***cet organe s'inscrit dans un système mixte, lui permettant de travailler avec le MATD, les ministères et institution associes a la gestion des élections***) cette phrase a été supprimée lors de l'amendement du rapport synthèse par les participants à l'unanimité. Ce qui a été retenu à ce niveau c'est un OGE indépendant appuyé techniquement au besoin par le MATD, les Ministères et institutions associés à la gestion des élections ;

- Page 8 au point 2 : ***Il n'y a jamais été dit à notre présence que l'OGE est constitué d'un organe décisionnel et un organe exécutif.*** Ce qui a été dit que le personnel technique de l'OGE sera recruté sur la base d'un appel à candidature par un cabinet dédié à cet effet.

- Page 8 aux points 3 et 4 : ***on n'a pas parlé de la composition d'un organe décisionnel ni d'un organe exécutif,*** mais plutôt de l'OGE qui est constitué des représentants des partis politiques, de la Société Civile et de l'Administration.

[Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including 'AB', 'Seyou', 'Mauf', and a circled '2']

- Page 8 au point 6 : **L'organe exécutif de l'OGÉ est constitué d'un secrétariat général et de départements techniques.** Cette phrase n'a jamais été dite dans la Salle durant les cinq (5) jours de l'atelier. C'est pourquoi, nous ignorons cette phrase dans le rapport qui a été présenté à la fin de l'atelier à Kindia;

-Page 8 au point 8 : **on n'a pas parlé des attributions d'un organe exécutif.** C'est une nouvelle information pour nous et nous ne sommes pas parties prenantes ;

IV. Chapitre 3 : Les Listes Electorales

Au IV.2 L'établissement et la révision des listes électorales

- Page 12 Recommandations au point 2 : **maintenir la logique du PN-RAVEC pour l'établissement et la révision des listes électorales ;** n'a pas été dit pour les élections issues de la transition, ce qui a été dit pour ces élections c'est la révision du Fichier Electoral existant exclusivement et maintenir le PN-RAVEC pour le futur.

Au IV.3 : le contrôle des inscriptions sur les listes électorales

Propositions adoptées :

- Page 13 au point 1 : Confier la gestion du fichier Electoral à l'organe de gestion des élections (**l'appui du MATD n'était pas indiqué à ce niveau**) ;

Propositions sans consensus :

- page 14 au point 19: Mentionner 90 jours ouvrés pour la gestion du contentieux (**cette phrase ne figurait pas dans le rapport**)

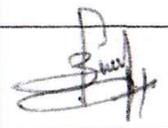
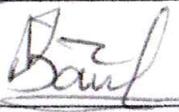
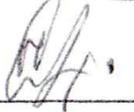
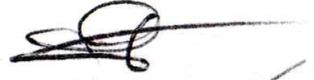
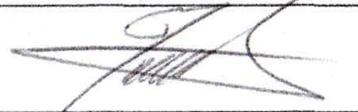
V. Chapitre 4 : les opérations électorales

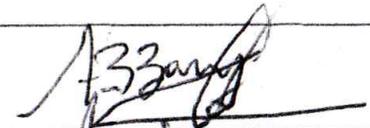
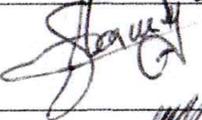
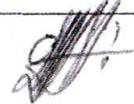
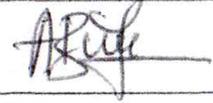
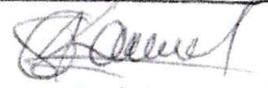
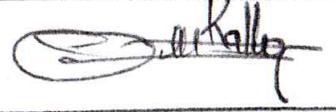
- page 14 : Le titre des propositions consensuelles a pris le nom de proposition sans consensus (**une preuve éloquent de la modification du texte**)

V.3 : Les Guinéens de l'étranger

- Page 16 : proposition adoptée au point 3, le cas du certificat de résidence datant d'au moins 3 mois était retenu dans les points de non consensus.

Liste des signataires

| N° | Nom et prénoms | Parti/Coal/Structure | Fonction | Contacts | Signatures |
|----|--|----------------------|---|---|---|
| 1 | Barry Boubacar Biro | UPR | Membre du Bureau exécutif national | 628 40 03 07 |  |
| 2 | Mbaye Seydou | GAG | Président | 625 73 45 73 |  |
| 3 | Baldé Idiatou | CSCBC/PP | C Gestion de conflit | 627 43 92 02 |  |
| 4 | Camara Elhadj. Nene Moussa Maleah | APAGUI | Président | 622 35 82 59 |  |
| 5 | Siaka Moussa Diop Lamine Keita | PDG- RDA | Secrétaire Général Membre du CC | 622 35 82 59 620-75-73-25 |  |
| 6 | Leno Youssouf | PEDN | Président CNOE | 628 81 8062 |  |
| 7 | Kamano Bella | RNPG | Président | 621 27 49 13 |  |
| 8 | Camara Sory | PDND/ANC | Président/Vice-président | 622 74 99 09 |  |
| 9 | Dounamou Tokpa | PNV | Président | 626 26 80 20 |  |
| 10 | Camara Bangaly | RGT | Secrétaire General | 625 46 89 22 |  |
| 11 | Dr Diallo Ibrahima Sory | ADC/BOC | Président | 622 13 97 37 |  |

| | | | | | |
|----|-----------------------|------------------|--------------------------------|--------------|---|
| 12 | Barry Aissatou Bobo | CCFPP | Porte parole | 628 35 26 01 |  |
| 13 | Diallo Amadou Tidiane | COPAG | Président | 622 29 84 01 |  |
| 14 | Kamano Lamine | FONAJEP | Vice-président | 622 12 17 77 |  |
| 15 | Barry Amadou | UCEG | Président | 621 30 06 30 |  |
| 16 | Mamadou Alpha KEITA | FFP | Conseiller | 622 24 58 22 |  |
| 17 | Mamadou Malal Bal | MODEL | Conseiller juridique | 623.28.6384 |  |
| 18 | YOUSSEUF Toukara | AAD | Secrétaire permanent | 623 27 27 15 |  |
| 19 | Moussa Tawel Camara | Syn.CERE IPES | Membre Syn.CERE | 626.52.17.09 |  |
| 20 | KABA Sekou Sadibou | CONAREP | Directeur de G8nit | 621 48 00 90 |  |
| 21 | Kallo Oumar | AD | 1 ^{er} vice Président | 628 71 85 66 |  |